

Angela MERKEL

**Le 13 novembre 2018
à Strasbourg, devant le Parlement européen**

Monsieur le Président du Parlement européen, cher Antonio Tajani,
Monsieur le Président de la Commission européenne, cher Jean-Claude Juncker,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Commissaires,
Mesdames et Messieurs,

Il y a près de cinquante ans, l'ancien président de la Commission, l'Allemand Walter Hallstein, qualifiait la construction européenne d'aventure unique. C'était en 1969, dix ans avant les premières élections directes au Parlement européen. La Communauté européenne en était encore à ses balbutiements. Nombre de nos acquis majeurs – Schengen, le marché intérieur, une monnaie commune – n'étaient alors que des projets visionnaires, mais la première pierre était posée. Et après des siècles de guerres et de dictatures, elle signifiait pour les Européens la toute première perspective d'un avenir de paix durable et stable.

Je suis heureuse et reconnaissante de me tenir aujourd'hui devant le plus grand hémicycle démocratique du monde. Vous, les 751 députés de 28 pays, représentez ensemble plus de 500 millions de personnes, soit près de sept pour cent de la population mondiale. Dans votre maison, nous entendons battre le pouls de la démocratie européenne. C'est ce que montrent les débats menés dans 24 langues, ce qui illustre une autre chose encore qui fait l'Europe : sa diversité. En dépit de cette diversité, l'une de nos plus grandes forces est que nous, Européens, avons toujours été animés de la volonté de parvenir à un accord, de trouver un compromis et que nos origines et nos positions différentes ne nous ont jamais empêchés jusqu'ici de parvenir à un résultat en faveur de l'Union.

Il y a plus de onze ans, je prenais pour la première fois la parole devant cette haute assemblée. C'était en 2007, l'Allemagne exerçait alors la présidence de l'Union européenne. À l'époque, j'avais parlé de la diversité qui ne nous sépare pas mais nous unit, ainsi que de la liberté que nous ne devons jamais cesser de défendre, cette liberté dont l'Europe a besoin comme les humains ont besoin d'air pour respirer. J'avais aussi parlé alors d'une valeur fondamentale qui caractérise l'Europe, une valeur qui fait le lien entre la liberté et la diversité en Europe. J'avais parlé de la tolérance. J'avais dit que la tolérance constituait l'âme de l'Europe et était donc une valeur fondamentale et essentielle de l'idée européenne.

Au cours des onze dernières années, nous avons cependant vu combien le monde avait changé et, par conséquent, à quel point l'âme de l'Europe, si l'on veut, avait été mise à mal. Les défis politiques, économiques et technologiques à l'échelle planétaire se sont développés de plus en plus rapidement et profondément. Nous avons traversé une grave crise des dettes souveraines. Le terrorisme international n'a pas épargné l'Union européenne. À quelques

heures de vol de chez nous, pratiquement à nos portes, se déroulent des guerres et des conflits armés. Nous, Européens, sommes également concernés très directement par les flux migratoires dans le monde. Le progrès numérique modifie notre mode de vie à un rythme effréné. Nous ressentons les effets du changement climatique. De vieux alliés remettent en cause des alliances de longue date. Avec le Royaume-Uni, pour la première fois un pays va quitter l'Union européenne. En ces jours de négociations intenses, nous nous rendons compte plus que jamais de la profondeur de cette coupure. À ce propos, je voudrais remercier très vivement Michel Barnier pour le travail qu'il accomplit.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires, pourquoi vous dis-je cela ? Nous nous apercevons tous qu'il est devenu plus difficile de prévoir les évolutions, mais nous ressentons également autre chose, à savoir qu'il est de plus en plus difficile de faire valoir seul ses propres intérêts sur la scène internationale, ce qui implique inversement qu'il est de plus en plus important pour nous, Européens, de rester unis. Au sein de l'Union européenne, il nous faut pour cela plus que jamais respecter l'autre et ses intérêts. Il nous faut plus que jamais comprendre que la tolérance, c'est l'âme de l'Europe, que c'est un élément essentiel qui fait de nous des Européens et que ce n'est qu'avec elle que nous pourrions nous montrer prêts à considérer comme les nôtres les intérêts et les besoins des autres. Cela nous amène au cœur de la solidarité européenne, sans laquelle toute action ne peut réussir. Cette solidarité se fonde sur la tolérance. Et elle constitue notre force, en tant qu'Européens, une force absolument unique, et ce pour trois raisons.

Premièrement : la solidarité est une valeur universelle. S'engager les uns pour les autres est la condition indispensable pour le fonctionnement de toute communauté. C'est vrai aussi bien au sein de la famille que dans une communauté villageoise ou une association sportive, et cela s'applique dans la même mesure à une communauté comme l'Union européenne. La solidarité fait partie intégrante des traités européens. Elle est au cœur de notre système de valeurs. Elle est un élément de l'ADN européen. Nous soutenons les pays et les régions dans leur développement économique ainsi que dans la lutte contre le chômage des jeunes. Nous nous aidons les uns les autres en cas de catastrophe naturelle. Nous nous soutenons mutuellement en cas d'attaque terroriste ou d'accident nucléaire. Lors de la crise européenne de la dette souveraine, nous avons adopté des plans de sauvetage pour aider les pays concernés à résoudre leurs problèmes économiques et financiers.

Ces quelques exemples montrent à eux seuls que les États membres de l'Union européenne et, par conséquent, les citoyens européens ne sont pas seuls dans les moments difficiles et les situations d'urgence. Ils montrent à l'inverse également que les décisions individuelles nationales ont toujours des répercussions sur l'ensemble de la communauté.

C'est la raison pour laquelle, deuxièmement, la solidarité va toujours de pair avec la responsabilité pour l'ensemble de la communauté. Concrètement, cela veut dire que celui qui vide de leur contenu les principes de l'état de droit dans son pays, sape les droits de l'opposition et de la société civile et restreint la liberté de la presse ne menace pas seulement l'état de droit dans son propre pays, il menace aussi l'état de droit pour nous tous dans toute l'Europe. Car l'Europe ne peut, bien entendu, fonctionner en tant que communauté de droit que si le même droit s'applique et est respecté partout.

Qui pense pouvoir résoudre les problèmes en contractant simplement de nouvelles dettes et ne respecte pas les engagements pris remet en cause le socle de la force et de la stabilité de la zone euro. Car notre monnaie commune ne peut fonctionner que si chacun de ses membres assume ses responsabilités en faveur de finances durables dans son propre pays. Qui remet en cause l'unité de l'Europe face à des tiers, par exemple concernant des sanctions convenues

ou des questions de politique des droits de l'homme, sape la crédibilité de l'ensemble de la politique extérieure de l'Union. En effet, l'Europe ne peut faire entendre sa voix dans le monde que si elle se montre unie. C'est-à-dire que la solidarité signifie toujours qu'il faut surmonter les égoïsmes nationaux.

Je sais très bien que l'Allemagne ne s'est pas toujours comportée comme elle aurait dû le faire ou ne se comporte pas toujours comme elle devrait le faire aux yeux de certains. Par exemple dans les années avant 2015, nous avons mis beaucoup trop de temps à considérer la question des réfugiés, en Allemagne également, comme une question concernant tous les États membres de l'Union européenne et à comprendre qu'il s'agissait bien d'une mission incombant à l'Europe entière.

Ce qui m'amène à dire, troisièmement, que la solidarité au bénéfice de tous implique d'agir dans l'intérêt bien compris de chacun. Respecter et soutenir les autres et défendre ses propres intérêts, ce n'est pas contradictoire, bien au contraire. Prenons pour exemple notre coopération avec les pays d'origine africains en matière d'exode et de migration. Comme vient de le rappeler le Président, cette coopération aide l'Europe car elle permet de canaliser, de gérer et de réduire les flux migratoires vers l'Europe, mais elle aide aussi les populations sur place puisqu'elle permet d'améliorer leur niveau de vie et d'éviter qu'elles n'entreprennent un voyage qui peut souvent être mortel à destination de l'Europe.

Autre exemple : l'engagement de l'Europe en faveur de la protection mondiale du climat, élément écologiquement, économiquement et socialement indispensable pour préserver notre cadre de vie naturel et donc nous-mêmes. C'est utile pour l'Europe lorsque les pays industrialisés et les pays émergents produisent dans l'ensemble moins d'émissions de gaz à effet de serre et que nos systèmes économiques deviennent tous « plus verts ».

Et c'est aussi utile pour nous tous, Européens, lorsque la zone euro se développe sans faille et devient un lieu de force et de stabilité. C'est utile pour tous les Européens lorsque chacun participe à la protection civile européenne. Et c'est utile pour tous les Européens lorsque nous aidons ceux qui sont particulièrement touchés par l'exode et la migration. La question de l'accueil des réfugiés dans les différents États membres provoque des réactions différentes vu leur histoire et leur évolution démographique spécifiques - la tolérance nous impose de le respecter. Mais la solidarité veut que nous fassions tout pour trouver une voie commune qui nous permette de relever ensemble, en tant que communauté, ce défi et tous les autres.

Voilà donc ce qui fait l'Europe : la solidarité comme valeur fondamentale universelle, la solidarité comme responsabilité pour l'ensemble de la communauté et la solidarité comme intérêt bien compris de chacun.

Mesdames et Messieurs, l'unité et la cohésion sont indispensables pour la réussite de l'Europe. C'est la raison pour laquelle je voudrais évoquer trois domaines selon moi essentiels.

Tout d'abord : la politique étrangère et de sécurité. Nous constatons dès maintenant que nous défendons bien mieux nos intérêts, en tant qu'Européens, lorsque nous agissons ensemble. Seule l'Europe unie est suffisamment forte pour se faire entendre sur la scène mondiale et pour défendre ses valeurs et ses intérêts. L'époque où nous pouvions compter sur d'autres sans réserve est terminée. Cela signifie en clair que nous, Européens, devons davantage prendre notre destin en main si nous entendons survivre en tant que communauté. Et cela signifie que l'Europe devra à long terme renforcer sa capacité d'action en matière de politique extérieure. C'est pourquoi nous devons être prêts à revoir nos modes de décision et à renoncer beaucoup plus au principe de l'unanimité là où les traités le permettent et dans tous les domaines possibles.

J'ai proposé la constitution d'un conseil de sécurité européen avec des membres tournants et au sein duquel des décisions importantes pourront être plus rapidement préparées. Nous devons aussi mettre en place une force d'intervention européenne qui permettra à l'Europe d'agir sur place. Nous avons beaucoup progressé dans la coopération structurée permanente en matière militaire. C'est important et c'est un projet qui est également largement soutenu ici.

Mais, j'en suis convaincue à l'aune de l'évolution des dernières années, nous devrions élaborer une vision nous permettant un jour de créer une véritable armée européenne. Oui. Jean-Claude Juncker déclarait il y a quatre ans déjà : « Une armée commune européenne montrerait au monde entier qu'entre les pays européens, il n'y aura plus jamais de guerre. » Bien entendu, il ne s'agit pas d'une armée contre l'OTAN, mais bien au contraire d'une armée qui pourrait compléter l'OTAN. Personne ne souhaite remettre en cause les liens classiques. Mais, chers collègues, ce serait alors beaucoup plus simple de coopérer avec nous. Si nous avons aujourd'hui plus de 160 systèmes de défense ou d'armes quand les États-Unis d'Amérique n'en ont que 50 ou 60, si nous avons une administration, une tutelle et une formation séparés dans tous les domaines, alors nous ne sommes pas des partenaires efficaces. Si nous voulons que nos investissements soient efficaces et si nous luttons pour des enjeux souvent communs, alors nous pouvons bien nous présenter collectivement à l'OTAN avec une armée européenne. Je n'y vois aucune contradiction.

Cela signifie aussi... [interpellations dans l'assemblée] - Ah, je m'en réjouis ! Je ne me laisserai pas troubler. Je viens du parlement, moi aussi. -

Cela implique du reste l'élaboration commune de systèmes d'armes en Europe. Et cela signifie aussi, et c'est une tâche difficile, y compris pour la République fédérale d'Allemagne, que nous devons développer une politique d'exportation commune en matière d'armements, sans quoi nous ne pourrions pas adopter de position commune sur la scène internationale.

Deuxièmement, Mesdames et Messieurs, beaucoup dépend du succès économique de l'Europe. Il constitue le fondement de notre force et la condition préalable pour être entendus dans le monde. Si nous ne sommes pas forts au plan économique, nous ne serons pas influents au plan politique. Je me félicite grandement que le programme de Jean-Claude Juncker, le fonds d'investissement, ait eu des effets si considérables ces dernières années et que sur les 500 milliards d'euros d'investissements prévus d'ici 2020, environ 340/350 milliards aient déjà été engagés. C'est un bon programme pour augmenter les investissements. Je sais à quel point la demande d'investissements supplémentaires s'est souvent fait entendre, en particulier dans votre assemblée. C'est aujourd'hui en bonne voie. Mais cela vaut la peine d'en parler. Car ces 340 milliards d'euros ne sont pas une paille, Mesdames et Messieurs, mais ils contribuent concrètement à accroître la prospérité européenne.

Pour une Europe prospère et stable, il nous faut aussi une Union économique et monétaire stable. Nous voulons continuer à développer le Mécanisme européen de stabilité. Nous travaillons sur l'Union bancaire. Nous travaillons au budget de la zone euro ; l'Allemagne et la France ont plaidé en sa faveur. À mon sens, nous devrions le lier très étroitement aux perspectives financières à moyen terme. Nous défendons l'idée que la responsabilité et le contrôle vont de pair. Cela signifie qu'une Union bancaire, puis un système européen de garantie des dépôts impliqueront que les États auront préalablement réduit les risques chez eux. Ces aspects vont de pair. La solidarité européenne et la responsabilité individuelle sont toujours les deux faces d'une même médaille. Nous présenterons certainement en Conseil européen, c'est du moins notre objectif commun avec la France, des succès tangibles d'ici décembre.

Nous progresserons sur un autre thème d'une grande actualité, qui vous a d'ailleurs fortement occupés ces derniers jours, à savoir la fiscalité numérique. L'Allemagne ne se demande pas s'il faut appliquer une taxation numérique (cela semble évident à l'ère du numérique), mais nous nous demandons comment faire. Il est d'usage démocratique, me semble-t-il, de prendre connaissance des propositions de la Commission mais aussi de pouvoir les compléter. Nous croyons que la meilleure chose à faire, dans un contexte international, est de trouver une solution internationale. Nous misons à ce titre sur une taxation minimale. Toutefois si cela ne marche pas, nous ne pourrions pas attendre jusqu'à la Saint-Glinglin mais devons agir au niveau européen. C'est l'engagement de l'Allemagne, Mesdames et Messieurs.

Soyons francs : si nous nous interrogeons sur notre prospérité à l'avenir, c'est que nous devons accepter que les temps ont changé. Les grandes innovations ne viennent plus dans leur grande majorité d'Europe, comme il y a 100 ou 130 ans. Aujourd'hui, les innovations fondamentales qui viennent d'Asie et des États-Unis d'Amérique sont légion. Il est alors naturel de se poser la question : est-ce sur le continent qui a inventé la voiture que se décidera aussi la mobilité de demain ? Le fait que nous ne sachions pas fabriquer de cellules de batteries, par exemple, m'inquiète. Que des entreprises chinoises investissent aujourd'hui en Allemagne, c'est très bien. Mais je trouve que nous devrions tout mettre en œuvre, en Europe, pour maîtriser la technologie de motorisation du futur, y compris rendre possible la production de cellules de batteries chez nous. Nous disposons des instruments européens pour ce faire. C'est complètement entre nos mains, comme c'est déjà le cas pour les puces.

Nous devons être aux avant-postes en matière d'ordinateurs quantiques. Nous devons élaborer une stratégie commune en matière d'intelligence artificielle. Tout cela est encore possible parce que nous disposons de bases industrielles fortes en Europe. Nous pouvons nous appuyer dessus - et nous devons le faire dès maintenant. C'est pourquoi la recherche et l'innovation sont des éléments centraux de notre prospérité future.

Mesdames et Messieurs, le troisième domaine que je souhaite aborder est celui de l'exode et de la migration. Lors de la crise de l'euro, nous avons eu de nombreux obstacles à surmonter pour parvenir à une solution commune. Mais nous y sommes arrivés. Toutefois sur la question des migrations, l'Europe n'est pas encore aussi unie que je le souhaiterais. Comme ce sujet central concerne nos relations avec nos voisins, il est nécessaire de trouver des voies communes.

Nous avons fait des progrès. Nous sommes d'accord sur le besoin d'une gestion commune des frontières. Avec le recul, il était certainement un peu présomptueux de créer un espace Schengen de libre circulation des personnes et d'attendre pour élaborer un registre des entrées et des sorties permettant de savoir qui rentre chez nous et qui ressort. Mais nous avons raison de le faire maintenant. Nous avons raison de développer Frontex. À mon sens, les propositions de la Commission sont bonnes. Les enjeux sont clairs, là aussi : si chacun veut conserver ses compétences nationales et si personne ne veut en transférer aux garde-frontières européens, ceux-ci ne pourront pas accomplir leur mission, quels que soient leur nombre et leurs qualités. Là aussi nous devons renoncer à une partie de nos compétences nationales et agir de concert.

Un autre sujet de réflexion se pose à nous : comment bien se répartir le travail de l'aide au développement, de la coopération au développement et du développement économique de l'Afrique ? On constate désormais d'excellents résultats, qui auraient été impossibles il y a deux ou trois ans à peine, lorsque des États membres travaillent avec la Commission dans des États africains pour apporter une plus-value par rapport à ce qu'ils auraient pu accomplir s'ils étaient intervenus seuls. Nous avons encore beaucoup à apprendre à cet égard. Mais je crois que nous sommes sur la bonne voie.

L'enjeu est aussi d'élaborer une procédure d'asile européenne commune. Si chacun statue de manière différente, cela se sait, et il ne faut alors pas s'étonner qu'il y ait des mouvements secondaires dans un espace de libre circulation des personnes. Nous devons faire l'effort, tout comme nous l'avons fait pour le marché intérieur en créant des « conditions équitables de concurrence », de fixer aussi des critères communs sur ces sujets si délicats que sont le droit d'asile et la responsabilité humanitaire. Sinon nous ne parviendrons pas à relever le défi que nous posent les questions d'exode et de migration.

Mesdames et Messieurs, je n'ai cité que trois exemples parmi tant d'autres. Les protestations qu'ils suscitent montrent qu'ils touchent juste. Ce débat est bon et respectable. Je crois que les citoyens souhaitent que l'Europe s'attaque précisément à ces problèmes d'une actualité brûlante. Ils souhaitent une Europe qui donne des réponses aux questions qui les oppressent. Cela ne signifie pas que l'Europe doit être « partout tout le temps ». Aujourd'hui comme hier, tous les problèmes qui se posent en Europe ne sont pas nécessairement des problèmes adressés à l'Europe. La solidarité, ce n'est pas l'omniprésence. Mais la solidarité signifie que l'Europe agit là où on a besoin d'elle, et qu'elle doit alors se montrer forte, résolue et efficace.

Je suis convaincue que l'Europe est notre meilleure chance de paix, de prospérité et de sécurité sur le long terme. Notre rencontre à Paris, à l'invitation du Président français, pour commémorer la cruauté de la Première Guerre mondiale il y a cent ans doit nous rappeler ce qui arrive lorsque des nations ne sont pas respectueuses les unes des autres et lorsque les communautés telles que la Société des Nations, créée à la suite de la Première Guerre mondiale, échouent. Cela a entraîné une tragédie plus effroyable encore. C'est pourquoi nous n'avons pas le droit de gâcher cette chance européenne. Nous nous le devons à nous-mêmes, nous le devons à la génération qui nous a précédés, nous le devons aux générations qui viennent. Le nationalisme et l'égoïsme ne doivent plus jamais avoir la moindre chance en Europe. Ce sont au contraire la tolérance et la solidarité qui sont notre avenir commun. Chers collègues, le jeu en vaut certainement la chandelle.

Je vous remercie.